



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 3700

Texte de la question

CHIFFRES DE LA CROISSANCE

M. le président. La parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Pierre-Alain Muet. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La dette explose, le chômage ne cesse de s'aggraver, le déficit extérieur atteint des profondeurs abyssales et la croissance s'évanouit. Dans ce contexte, à quoi se résume votre action ? À une accumulation de plans de rigueur dont n'émerge qu'une seule ligne directrice : une austérité aveugle et massive, qui cassera un peu plus la croissance et aggraverait encore le chômage. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Pascal Clément. Caricature !

M. Pierre-Alain Muet. L'OCDE annonce une croissance de 0,3 % pour l'an prochain, quand le budget encore en discussion prévoyait 1,75 % et que le plan de rigueur, dont la discussion va commencer tout à l'heure, prévoit encore 1 %.

Alors, qu'allez-vous faire, monsieur le Premier ministre ? Êtes-vous en train de nous préparer un troisième plan de rigueur ? Où vous arrêterez-vous dans cette course sans fin à la dépression ?

La seule continuité dans votre politique, c'est l'injustice ! Au début de l'été, c'était encore 1,8 milliard d'euros de cadeaux fiscaux aux plus fortunés avec la baisse de l'ISF. Aujourd'hui, c'est une augmentation de la TVA de 1,8 milliard d'euros - une augmentation qui pèsera d'abord, vous le savez, sur les plus modestes.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Et comme si cela ne suffisait pas, vous prenez prétexte de cette hausse de TVA pour supprimer la taxe sur les hôtels de luxe, qui n'aura vécu que deux mois. Résultat : les sandwiches qu'on achète à midi dans les boulangeries seront taxés au même taux que les séjours dans les hôtels de luxe ! Belle illustration, monsieur le Premier ministre, de votre conception de la justice fiscale !

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, c'est vrai qu'il est loin, le temps où Lionel Jospin, dont vous étiez le conseiller économique (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), disait, en septembre 2001 : " on ne change pas un budget dans l'urgence ".

Pour notre part, dès le 24 août dernier, nous avons revu nos prévisions de croissance et annoncé des mesures destinées à nous permettre de continuer la réduction des déficits et de tenir nos objectifs intangibles en la matière.

Le 7 novembre, nous avons fixé notre taux de croissance à 1 % et avons annoncé 17 milliards d'euros d'efforts supplémentaires - là encore, pour tenir nos objectifs intangibles de réduction des déficits. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Que nous reprochez-vous, finalement ? Notre réactivité, notre responsabilité, notre courage de dire la vérité aux Français sur les difficultés que nous traversons ? Aujourd'hui, nous avons un budget crédible,...

M. Patrick Lemasle. Non !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. ...prudent, et comportant une marge de sécurité de 6 milliards d'euros, une réserve de précaution qui nous permet de faire face aux aléas de la croissance.

Contrairement à ce que vous affirmez, monsieur Muet, ce budget est équitable. Il pèse d'abord sur les grands groupes, et pas sur les PME ; d'abord sur les ménages aisés, pour préserver les plus fragiles. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Bernard Roman. Bien sûr ! Et l'ISF ?

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. C'est cela, notre conception de l'équité, nos engagements vis-à-vis des Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre-Alain Muet](#)

Circonscription : Rhône (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3700

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 novembre 2011